

PREFECTURE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Nantes, le 19 mai 2010

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société FAMAT à Saint-Nazaire

1. Circonstances

La société FAMAT (Fabrication Mécanique de l'Atlantique) exploite sur la commune de Saint-Nazaire une unité de fabrication de carters de turboréacteurs d'avions. Elle fabrique notamment des carters pour les moteurs CFM-56 qui équipent indifféremment les Boeing 737 et les Airbus A 320.

De ce fait, elle est soumise à autorisation au titre des rubriques 2560 (travail mécanique des métaux), 2567 (pulvérisation de métal fondu), 2920 (réfrigération, compression), 1111 (stockage de produits très toxiques) et 2565 (traitement chimique des métaux). Plusieurs autres activités soumises à déclaration sont par ailleurs conjointement exercées sur le site.

Ses activités sont réglementées par un arrêté d'autorisation en date du 15/06/2004 complété par les arrêtés préfectoraux des 23/01/2006 et 25/01/2010. L'arrêté ministériel du 30/06/2006, relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565, s'applique également à l'établissement.

Lors d'une visite d'inspection, réalisée en septembre 2008, la société FAMAT a remis à cette direction les résultats d'une étude de sols et du sous sol mettant en évidence la présence d'une

pollution au trichloréthylène au droit du site. Cette pollution est qualifiée de très marquée au niveau de 2 piézomètres par du trichloréthylène et de ses produits de dégradation.

Face à ce constat, l'inspection a demandé, par courrier du 5 septembre 2008, la réalisation d'investigations supplémentaires en vue d'étudier la vulnérabilité de l'environnement à la pollution détectée. Cette étude devait notamment identifier la source de pollution, les voies de transfert et les cibles éventuelles (population, milieu).

Fin mars 2009, la société FAMAT a remis de nouveaux éléments. Il en ressort que la pollution est localisée à une zone limitée située au niveau du secteur Nord-Ouest de l'atelier qui correspond à une ancienne zone de stockage de déchets solvantés chlorés. L'impact est jugé significatif au droit du site avec un risque potentiel de transfert de la pollution vers l'extérieur en direction notamment de puits de particuliers ou d'agriculteurs.

Cette situation s'accompagne d'un autre risque qui est le risque d'inhalation de vapeurs issues du dégazage de la nappe phréatique.

En réponse et suivant les recommandations du bureau d'études, l'inspection a demandé à la société FAMAT de maintenir la surveillance de la qualité des eaux souterraines à un rythme plus soutenu (au moins trimestriel). Par ailleurs, cette recommandation ne permettant pas de remédier au risque de transfert de la pollution vers d'éventuelles cibles et au risque sanitaire lié à l'inhalation de vapeurs, l'inspection a invité l'exploitant à élaborer un plan de gestion pour éliminer ces risques et rendre le milieu (sol et sous sol) compatible avec l'usage du site (courrier du 6/04/2009).

2. Situation administrative de la société

- **Raison sociale** : société FAMAT (Fabrication Mécanique de l'Atlantique)
- **Adresse** : ZI de Brais – BP 218
44 614 SAINT-NAZAIRE Cedex
- **Activité** : Travail mécanique des métaux, pulvérisation de métal fondu, réfrigération, compression, stockage de produits très toxiques et traitement chimique des métaux
- **Situation administrative** : Arrêté d'autorisation du 15/06/2004 complété par les arrêtés préfectoraux des 23/01/2006 et 25/01/2010.

3. Analyse et propositions de l'inspection des installations classées

Les investigations réalisées par la société FAMAT mettent en évidence que le site de Saint-Nazaire présente une pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés (trichloréthylène et produits de dégradation).

Le risque de transfert de la pollution vers des puits via la nappe phréatique ainsi que le risque sanitaire lié à l'inhalation de vapeurs contenues dans les eaux souterraines n'étant pas écartés, l'inspection des installations classées a demandé l'élaboration d'un plan de gestion, conformément aux dispositions en vigueur en matière de gestion des sites et sols pollués (circulaire ministérielle du 8/02/2007).

L'exploitant n'ayant pas donné suite à cette demande, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de demander par voie réglementaire (arrêté complémentaire) l'élaboration de ce plan de gestion.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, elle propose à monsieur le préfet de compléter les prescriptions applicables à l'établissement en imposant la réalisation d'études et de travaux en vue de traiter la pollution au trichloréthylène détectée au droit de son site.

Un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté pour la remise des éléments pourrait être fixé.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est annexé au présent rapport, il sera à soumettre à l'avis du conseil départemental compétent en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques (CODERST) avant notification.